ARRÉTÉ des Officiers du Grand Bailliage de Toulouse, du 3 Juin 1788.

NOUS fouverains seigneurs de Lartigue, de Sabalos, de Berrié, Demont, de Montané, d'Espigat, de Compayre & de Carles Lancelot, officiers au grand bailliage de Toulouse:

Considérant, que l'opinion publique est une sottise, & l'honneur une chimere, puisque l'homme estimable est celui-là seul; qui sait le mieux agrandir sa sortune, en l'établissant sur les débris de celle d'autrui;

Que l'égoisme, cette vertu si rare autresois, a enfin éclairé la race présente; que tout être bien pensant doit se dire: ce qui m'est avantageux est toujours ce qu'il y a de mieux;

Que les grands principes du patriotisme, l'amour du bien public, le falut de l'état, & toutes ces erreurs que l'histoire nous a transmis avec le nom de ces héros imbécilles, qui en furent les dupes, ne doivent plus être regardés que comme des illusions du moment, que l'aisance, le luxe, & surtout l'égoïsme, ont salutairement dissipées;

Considérant d'ailleurs, que la stabilité du parlement eût perpétué ces vieux principes, dont ses membres ont tant de sois donné des exemples; que ce corps antique eût aussi maintenu l'étude des anciennes lois, & cette satigante discussion des affaires; qu'avec ce corps on eût vu se régénére chaque jour des magistrats integres, & des avocats,

FAC

qui, par leurs savantes discussions, seroient capables d'éclairer la religion des juges; abus intolérables, puisqu'il est justement reconnu aujourd'hui qu'on peut tout savoir sans rien apprendre, & que la premiere opinion dans les affaires, est toujours la meilleure, pourvu que l'esprit n'ait jamais été gâté par aucun principe.

Que l'étude des langues est un vieux goût des anciens; & qu'il n'y a rien de si beau que de connoître seulement l'idiôme de son pays, avantage précieux, qui conserve le temps pour penser à soi, & l'employer à augmenter son bien;

Que la suppression annoncée des facultés de droit, produira le plus grand bien, celui de rendre les jeunes gens oisifs, les empêcher de se livrer à des études stériles, dont l'ennui porte sur leur tempérament, les attriste & leur enleve des moments qu'ils pourroient bien plus heureusement employer chez les silles de joie ou dans les billards, à former leur corps à l'adresse, & leur cœur à la vertu, & se rendre ainsi dignes de prendre un jour place parmi nous;

Considérant encore que la suppression presqu'entiere de l'ancienne jurisdiction du parlement, sondée sur des prétendus vieux privileges de la province, (qu'on ignoreroit si le goût des anciens livres ne se sût perpétué,) est un grand avantage pour la ville de Toulouse, puisqu'on y verra moins d'étrangers, qui, sous prétexte de vivisier la ville par leur dépense, empêchoient quelquesois le cours des rues, des promenades, & occupoient au spectacle des places qui resteront heureusement vides;

Que l'établissement des grands bailliages est d'un



prix inestimable pour le peuple, puisqu'il n'aura désormais, pour décider de son honneur & de sa vie, que des juges plus rapprochés de lui par leur naissance; & que les criminels auront le précieux avantage d'être jugés par leurs pairs;

Considérant, ensin, que la noblesse attachée à nos charges, en nous assurant l'honneur de n'être pas pendus, devient d'autant plus illustre, qu'elle aura pour époque un événement mémorable; & que personne n'ignore, que ceux qui furent célébres par des grands actes de scélératesse, n'ont pas moins l'honneur d'être inscrits dans l'histoire que les plus illustres héros.

Ouïs, de Moysset & de Laporte; gens du roi; & faisant droit sur leur savantes conclusions & requisitions, & déboutant Me. Duroux, avocat du roi, de son opposition:

La cour a arrêté qu'elle tiendra désormais ses audiences avec tout l'éclat de cour souveraine, nonobstant les huées du public.

Qu'il sera libre aux avocats d'y venir plaider, à la charge par eux de ne plaider qu'en patois, pour notre intelligence particuliere; avec désense à eux, ainsi qu'à aucun des seigneurs membres de la cour, même à ceux qui savent le françois ou toute autre langue, de s'exprimer autrement que dans l'idiome du pays.

Qu'il sera également désendu de citer aucune loi, ni adage de droit, bien propres à embrouiller l'esprit de la cour; laissant à sa sagacité, à se décider sur le simple exposé que les désenseurs des parties feront à l'audience ou dans leurs mémoires, sans qu'ils puissent se permettre aucune discussion, ni citation d'aucuns arrêts de préjugé; voulant la cour que ses décisions soient uniquement sondées sur l'heureux hasard de l'imagination des membres qui la composent.

Que pour la perpétuité de l'honneur de la cour & de son heureuse composition, nul ne pourra y être admis s'il ne fait preuve de basse extraction, & s'il n'a eu quelques ancêtres honorés des marques de la justice.

Que ceux des membres de l'ancienne sénéchaussée qui resuseront de se rendre aux assemblées de la cour, seront réputés résractaires aux sages commandements, & entachés des anciens préjugés de l'honneur.

Ordonne qu'à la diligence du procureur du roi, le présent arrêté sera lu, publié, imprimé & affiché par-tout où besoin sera; & que copies, duement collationnées, en seront incessamment envoyées dans les présidiaux du ressort, pour y être lues, publiées & enregistrées, asin de faire connoître aux magistrats qui composent ces sieges, combien il est avantageux pour eux d'être soumis à un tribunal aussi illustre & aussi éclairé que celui de la cour.